



Ismail Khan est l'un des seigneurs de la guerre qui maintiennent le pays dans le chaos. Après la victoire de l'Alliance du Nord contre les taliban, chacun a pris ses distances du gouvernement intérimaire d'Hamid Karzaï et repris son indépendance d'action.

Ismail Khan contrôlerait de fait quatre des vingt-neuf provinces d'Afghanistan, regroupant 20% de la population du pays (25 millions), une information difficilement vérifiable. À Herat, il maintient l'ordre d'une poigne de fer. J'ai visité les geôles d'Herat. Dans la prison pour femmes, malgré les dénégations fermes du délégué de la Croix-Rouge, des enfants étaient enfermés avec leur mère, même ceux qui n'étaient plus en âge d'être allaités. Les hommes étaient majoritairement des prisonniers politiques, c'est-à-dire des taliban.

locales promouvant la démocratie et les droits des femmes dans la capitale afghane, que soutient l'ONG canadienne Alternatives. Avec ses longs cheveux noirs, sa petite taille et son teint hâlé, habillée à la mode pakistanaise, Catherine passe facilement pour une autochtone. Une personnalité importante se présentant à un repas auquel elle prenait part, raconte-t-elle, le maître de maison lui fit discrètement comprendre qu'elle devait se retirer. Il la rejoignit après quelque temps dans la petite pièce où elle attendait et lui offrit, dans cette situation embarrassante, de servir le thé, seule manière de la recevoir sans désobliger l'hôte important. Cela se passait dans le milieu progressiste de la capitale afghane.

À Herat, comme dans les autres grandes villes, les jeunes femmes éduquées aimeraient bien se débarrasser de la burka. Dans l'immé-

PHOTO: HENRI LAM DUC EDITING SERVER



IRAK. Marché du soir  
à Al Kadamiya, Bagdad,  
Novembre 1997.

## LES PROMESSES NON TENUES

Au peuple d'Afghanistan, on avait promis de rétablir la **paix civile**, d'aider les populations chassées par la guerre, de restaurer les **droits fondamentaux** des femmes afghanes, de reconstruire le pays et veiller à son **développement**. Les seigneurs de la guerre règnent sur le pays et les femmes afghanes vivent dans la crainte. La **reconstruction** n'est pas possible parce que l'aide promise n'arrive pas ou est insuffisante.

Maintenant, le monde se tourne vers l'**Irak et son pétrole**, promettant la prospérité aux Irakiens et la paix au Moyen-Orient. Dans les faits, l'embargo sur la nourriture et les médicaments a tué 1 million de civils irakiens en 12 ans, dont la moitié sont des enfants.

### La Grande concertation Comprendre et agir pour une paix juste

La Concertation diffuse quatre fiches pour permettre aux organismes et groupes de poursuivre le débat et la formation dans leurs réseaux. Ces fiches sont divisées selon les thèmes : Droits humains, Paix, Immigration et droit d'asile et Développement. Elles présentent un résumé des enjeux et des outils pour pousser la réflexion. Chacune comporte une section « s'impliquer ». Elles sont disponibles sur le site de l'AQOCI au [www.aqoci.qc.ca](http://www.aqoci.qc.ca).

Les pages « Comprendre et agir pour une paix juste » ont été réalisées par *Recto Verso* pour la concertation formée au Québec après les attentats du 11 septembre 2001 afin d'agir en faveur de la paix. Sont membres de la Grande concertation « Comprendre et agir pour une paix juste » (coordonnée par l'AQOCI) les organismes suivants : Artistes pour la paix; Association québécoise des organismes de coopération internationale (AQOCI); Association québécoise pour une taxation des transactions financières et pour l'aide aux citoyennes (ATTAC); Centrale des syndicats du Québec (CSQ); Centre de formation populaire (CFP); Centre Justice et Foi (CJF); Fédération des femmes du Québec (FFQ); Fédération des infirmiers et infirmières du Québec (FIQ); Ligue des droits et libertés (LDL); Mouvement d'éducation populaire autonome et communautaire du Québec (MEPAQ); Objection de conscience/Voice of conscience (OCVC); Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI).

## ■ En Afghanistan, il est toujours impossible pour une femme de travailler, de se découvrir le visage et d'obtenir des soins sanitaires appropriés.

Les taliban ont occupé Herat de septembre 1995 à novembre 2001. Tout en les combattant, Ismail Khan a gardé en vigueur ou ré-instauré la plupart des décrets adoptés sous leur régime à l'égard des femmes, selon un rapport soumis à l'organisme canadien Droits et démocratie en décembre 2002.

À la station de radio et de TV d'Herat, j'ai voulu rencontrer le responsable, M. Wali-shah Bahrah, qui se plaignait que les femmes ne répondent pas à ses offres d'emplois. Je me suis présentée avec trois candidates présentatrices, dont une avait travaillé pour la télé de la capitale (Kaboul), mais un barbu nous a barré l'entrée. J'ai interrogé Ismail Khan à ce sujet, le travail des femmes. La réponse du gouverneur de Herat est venue d'un ton sûr. Il ne voyait ni objection ni limitation dans le choix d'un travail pour elles. Mais, à Herat, il est exclu de voir les cheveux ou le visage d'une femme. La plupart portent la burka bleue et une minorité revêt le tchador noir couvrant aussi le visage. Cependant, cette règle vestimentaire ne s'applique pas aux femmes de certaines tribus aux coutumes différentes.

À Kaboul, en décembre 2002, Catherine Papas visite pour la deuxième fois des ONG

diat, elles évoquent l'habitude, la présence armée de civils fanatiques ou la crainte des mâles de leur propre famille comme obstacles. Troquer la burka contre le tchador ou le foulard leur demanderait beaucoup de courage. Elles auraient besoin du rétablissement de l'ordre pour leur sécurité.

Cet accoutrement n'était pas imposé par les taliban. Cet habillement reflète avant tout la manière d'être des hommes. De plus, il autorise les jeunes épouses afghanes à se maquiller outrageusement, comme elles aiment à le faire, ou à porter plein de bijoux, lorsqu'elles en possèdent, ou encore à cacher leur misère.

La constitution qui doit être proclamée en 2003 aidera-t-elle les Afghanes à résoudre les problèmes que leur pose leur statut, dont les très importants problèmes sanitaires? Nombre de femmes meurent en couche faute de soins appropriés, qui leur sont refusés.

La société des eaux de Herat, à défaut de combustible, ne peut fournir de l'eau que deux heures par jour. Selon Moalème Amin, son responsable, si seulement les ONG, excessivement nombreuses sur place, réduisaient leurs déplacements et lui laissaient le carburant ainsi économisé, il pourrait aug-

menter considérablement la distribution d'eau à la population. Avoir de l'eau et de l'électricité sont les souhaits les plus chers de mon compagnon de route, Hadj Saleh, qui aimerait se doucher tous les jours. Le courant électrique n'est fourni aux foyers que de 18 h à 22 h.

L'école Sānavi, la seule à peu près en état, ne dispose d'aucun moyen matériel. Les filles y suivent deux heures de cours par jour, pendant deux mois, pour une remise à niveau après six ans d'absence. Loin des *shows* télévisés, cela passe pour un fait insignifiant. Par contre, les agences de presse sont présentes pour photographier, en rangs d'oignons, les responsables du World Food Program, pendant la distribution de blé aux Afghans.

### Un désastre humain

J'ai voyagé jusqu'au camp de Maslaq, le plus grand camp de réfugiés au monde après le camp palestinien de Baqaa (en banlieue d'Amman, la capitale de la Jordanie). Maslaq m'est apparu comme un désastre humain, un camp installé sur un terrain caillouteux au pied de la montagne, insalubre, désordonné et immense. Est-il pos-

sible que des organisations internationales normalement compétentes et expérimentées se plantent de la sorte? Soient incapables de trouver des solutions humainement décentes à de telles situations, après des décennies d'interventions sur le terrain de catastrophes et de guerres?

J'ai aussi visité les réfugiés afghans en Iran, au camp de Torbat-é-Jam, près de Deux-qaroun. Aucune comparaison n'est possible entre ce camp et ceux d'Afghanistan. En Iran, les enfants jouent. Les mères s'occupent de leur foyer et il y a peu d'hommes. Ils sont partis travailler pour subvenir aux besoins de leur famille. Il y a des douches publiques, des toilettes propres, des commerces, des services de santé gérés par les réfugiés. Cela se passe au pays des ayatollahs. En Afghanistan règne plutôt le chaos.

Au camp de Maslaq, Hubert Bino, un Belge, pointait une liste des problèmes à régler. Naturellement, le déplacement massif de populations, sans ennui ni contraintes, relève de l'utopie. Entretenir et nourrir 150 000 à 300 000 personnes affamées, démunies, traumatisées et sans occupation, n'est ni simple ni humain. Dans l'état actuel des choses, les réfugiés consentent à

hypothéquer leur liberté contre quelques pilules, une tente, des couvertures et un matelas, un sac de 25 kg de blé par mois.

M. Hubert Bino a ouvert une école pour 120 élèves sous des tentes à Maslaq. Cette initiative a déçu. Les autorités préféreraient ramener les réfugiés chez eux.

La guerre terminée, l'Afghanistan libérée, les réfugiés devraient se réjouir des secours et du savoir-faire des organisations internationales pour regagner dans les meilleurs délais leurs foyers et leurs occupations. D'autant plus que, par chance, la pluie était au rendez-vous des agriculteurs. Mais les réfugiés passent leur temps à glander dans les camps, alors que, chez eux, tout est à refaire. Dans cette condition, l'aide aux réfugiés n'est plus de l'aide humanitaire. Sa prolongation crée la dépendance.

### Chassés des camps

Au Pakistan, Robert Letendre, de l'ONG catholique canadienne Développement et Paix, a vu des bœliers mécaniques détruire les trois-quarts d'un camp, en banlieue de Peshawar, chassant 45 000 réfugiés. Au 1<sup>er</sup> mars 2003, 1 168 000 réfugiés étaient rentrés du Pakistan, mais seulement 96 000 ►